

Incertitudes sur l'audition du président du comité de monitoring à la Chambre

■ Alfons Boon (Open VLD) devait s'expliquer ce mardi sur les soupçons pesant sur un récent rapport budgétaire.

Vu les récentes suspicions sur le dernier rapport du comité de monitoring, son président, Alfons Boon (étiqueté Open VLD, président du SPF Stratégie et Appui) devait être entendu mardi à la Chambre, en commission Finances et Budget. Pour rappel, l'opposition soupçonne qu'il y ait eu des pressions venant de la majorité fédérale pour que le comité de monitoring – l'organisme qui surveille les finances publiques pour éviter tout dérapage – minimise le déficit (entre 2,6 et 3 milliards d'euros) à combler pour confectionner le budget fédéral 2019.

Une petite phrase, glissée dans le rapport en question, avait mis le feu aux poudres: *“Malgré l'insistance des membres du comité, le président (du comité) a opté pour une présentation reprenant un effort de 2,6 milliards d'euros (pour 2019) sans y ajouter une série d'éléments qui avaient été listés. Les membres du comité ne peuvent pas approuver le rapport sur ce point.”* Les députés de l'opposition y voyaient la preuve que la ma-

ajorité avait tenté d'influencer le comité de monitoring afin de ne retenir que le déficit le plus bas et, ainsi, ne pas donner du gouvernement fédéral l'image d'un mauvais gestionnaire. Et, donc, l'audition d'Alfons Boon avait été prévue afin qu'il s'explique sur le sens exact de cette fameuse phrase.

La ministre Wilmès ira en commission

Mais la majorité fédérale n'a pas envie d'envoyer le président du comité de monitoring au feu. Des contacts politiques ont eu lieu et, à l'heure où nous écrivons ces lignes, c'est la ministre du Budget, Sophie Wilmès (MR), qui ira s'expliquer en commission. Une autre hypothèse circulait lundi soir: Alfons Boon et Sophie Wilmès allaient être entendus en “duo”. Des pirouettes pour éviter des explications embarrassantes? *“Non, ce sont les ministres qui assument la responsabilité politique devant le Parlement, note un membre important de la majorité fédérale. Ce n'est pas à un haut fonctionnaire à devoir s'exprimer. Nous ne sommes pas dans le cadre d'une commission d'enquête qui peut donner ce genre d'injonctions. De toute façon, tout est transparent: le comité de monitoring a retenu un chiffre pour le déficit 2019 mais l'un de ses membres aurait préféré qu'une autre hypothèse soit retenue.”*

Frédéric Chardon